

« J'ai le soutien de la direction »

VIVACITÉ Son débat sur la sécurité routière avait suscité la polémique

► L'animateur de « C'est vous qui le dites » (Vivacité) est sur la sellette.
► Attaqué depuis lundi pour des méthodes populistes qui feraient le déshonneur du service public, Benjamin Maréchal se dit soutenu par sa direction.

ENTRETIEN

Benjamin Maréchal, l'animateur de « C'est vous qui le dites » (Vivacité), passe une semaine difficile. Depuis lundi, il est vivement attaqué pour la façon avec laquelle il a mené un débat, au lendemain de la mort accidentelle d'un jeune scout de 12 ans, sur la sécurité routière.

Lundi passé, un collectif de proches de la jeune victime signait une lettre ouverte, envoyée au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias ainsi qu'aux parlementaires de la commission média, mettant en cause l'approche populiste de l'animateur. On y lisait ceci : « Il fallait que Monsieur Maréchal se saisisse de "l'actu" pour dire n'importe quoi, pour en faire du buzz. » Ou encore ceci : « Les dérives de Benjamin Maréchal sont connues (...) Mais voilà : il fait de l'audience. Tous les moyens sont bons, même les plus indignes. Jusqu'à récuser la mort d'un scout de 12 ans pour poser une question absurde... »

Mardi, Bertrand Henne, journaliste sur la Première, ciblait sur les réseaux sociaux les méthodes de son collègue à la RTBF, « une insulte au service public ». L'homme, qui a rencontré mercredi la direction, s'en est ensuite tenu à un texte qu'il a publié sur Facebook : « Cette rencontre s'est bien passée. Nous avons pu échanger sereinement nos points de vue. Il n'a à aucun moment été question de sanctions ou d'un blâme à mon encontre comme j'ai pu le lire par ailleurs. Il nous a demandé à Benjamin Maréchal et à moi de plutôt tenir ce genre de débat en interne à l'avenir. C'est une position que je partage aussi. »

Ce mercredi, c'est le groupe CDH du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui a fait entendre son indignation. En interpellant le ministre des Médias sur « les dérives de cette émission radiophonique et sur l'évolution des valeurs de service public au sein de la RTBF dont elles témoignent. »

Contacté par nos soins, Benjamin Maréchal répond à la polémique. « Pour certains, je vois bien que c'est inacceptable que l'actualité de proximité soit commentée et utilisée hors corporation journalistique, dans une vraie réactivité. La proximité et la réactivité, ce n'est pas un manque d'éthique ni de distance. »

La tempête autour de votre personne vous surprend-elle ?

C'est le truc facile sur lequel on peut s'engouffrer sur les réseaux sociaux. La vraie question, c'est celle-ci : sur le service public, peut-on faire côtoyer des émissions qui ont pour certaines une volonté de traiter les événements avec recul, pour d'autres de le faire avec réactivité. Je crois que oui. Est-ce qu'on peut entendre sur le service public des gens venir avec un avis partiel, peu documenté ou difficile à entendre ? Je le pense.

Vos détracteurs stigmatisent une démarche populiste. On parle d'« insulte au service public »...

Épingler un fait de société dont découle une question de société, est-ce une insulte au service public ? Je vois qu'il y a une opportunité à porter actuellement ces attaques. On est dans une séquence qui a été entamée au début de l'année dernière, au moment où la RTBF a commencé à négocier son contrat de gestion. Il faut faire le tri. Je peux quant à moi faire mon travail de remise en question, celui que je fais depuis dix ans. Je n'ai pas attendu de lire un demi-commentaire négatif sur Facebook pour m'interroger sur ma pratique et la place de ce qu'on faisait. Mais il ne faut pas être dupe du jeu qui est en train de se jouer. Ici, à l'occasion de certains événements, il y a un effet d'opportunisme. Or, comme il y a pour beaucoup au sein de cette entreprise une difficulté d'assumer cette émission, c'est clair que je suis un peu seul au front. Seul, mais avec le soutien de la direction.

Pourquoi prendriez-vous pour les autres ? Quelle est votre réponse ?

Quel est l'enjeu ? Je ne crois pas que ce

« Comme il y a, pour beaucoup au sein de cette entreprise, une difficulté d'assumer cette émission, je suis un peu seul au front. »

soit moi. L'enjeu, c'est que « C'est vous qui le dites » est devenu le symbole de quelque chose. Le questionnement éthique et déontologique, je l'ai eu de la même manière le matin en me demandant si on allait faire un sujet sur Meerel, sur Louise, ou tout récemment en me demandant si on allait faire un sujet sur la mort des deux cheminots de Morlanwelz... Comment des professionnels peuvent croire que j'arrive le matin, j'ouvre un journal et je me dis « tiens, ça a l'air d'être un bon buzz racoleur, allons-y » ? Sérieusement ! Moi, si je devais suivre les demandes, je ne ferais pas de sujet sur Elio Di Rupo, je ne ferais pas de sujet sur Charleroi, je ne pourrais pas faire un sujet de sécurité routière lié à la mort d'un enfant... Alors au final, qu'est-ce qui resterait ? Se demander si la météo est clémente, un 29 novembre ?

Comprenez-vous les attaques émanant des proches de la victime ?

Évidemment que la colère intime des parents, je l'entends. Mais elle a la même importance que la colère des parents d'autres victimes. C'est ça, ma vision de l'équité et de la neutralité. Je n'ai pas entendu une seule plainte, sur d'autres débats de ce type consacrés au même sujet : la sécurité routière et le comportement d'un individu. Quand on réécoute l'émission qui me vaut ces accusations, et je peux vous faire écouter la bande, aucune phrase ne va dans l'intime de cette famille. Trois auditeurs de la région, qui connaissent leur sujet, y sont intervenus. Rien n'a été dans l'intime. La bande de l'émission a été réécoutée par l'ensemble de la direction. Et les mecs m'ont dit « tu as été irréprochable ». Alors pourquoi tout d'un coup cette déferlante ? ■

Propos recueillis par
N.Co.